

## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2018-8

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 951-1-1 ;

Vu le code du sport, notamment ses articles R. 211-1 à R. 211-18-6 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1454 du 25 novembre 2009 relatif à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP) en date du 14 juin 2018,

Séance du : 28 juin 2018

suivant la convocation du : 21 juin 2018

### Délibération N° 2018-8 portant création du comité technique de l'INSEP

Article 1<sup>er</sup> : En application de l'article L. 951-1-1 du code de l'éducation susvisé, il est créé auprès du directeur général de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance un comité technique d'établissement compétent pour connaître, dans le cadre des dispositions du titre III du décret n°2011-184 du 15 février 2011 modifié, des questions et projets de textes concernant cet établissement.

Article 2 : La composition de ce comité est fixée comme suit :

a) Représentants de l'administration :

- le directeur général de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance ou son représentant ;
- le directeur général adjoint chargé de la gestion de l'établissement ou son représentant.

b) Représentants du personnel :

- 6 titulaires ;
- 6 suppléants.

La présidence de ce comité est assurée par le directeur général de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance ou son représentant.

Les représentants du personnel sont élus au scrutin de liste conformément à l'article 13 du décret n°2011-184 du 15 février modifié.

Article 3 : En application des articles 10 et 15 du décret n°2011-184 du 15 février 2011 modifié, les parts de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour le renouvellement du comité technique d'établissement de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance, sont ainsi fixées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : 310 agents représentés dont 150 femmes soit 48,39 % et 160 hommes soit 51,61 %.

Article 4 : En application de l'article 27 du décret n°2011-184 du 15 février 2011 modifié, les électeurs au présent comité technique d'établissement ont le choix entre le vote à l'urne et le vote par correspondance.

Les opérations de vote par correspondance s'effectuent dans les conditions suivantes : l'électeur insère son bulletin de vote dans une première enveloppe, dite « enveloppe n° 1 », qui ne doit comporter aucune mention ni signe distinctif. L'électeur glisse cette

enveloppe, préalablement cachetée, dans une deuxième enveloppe, dite « enveloppe n° 2 », qui doit comporter ses noms, prénoms, affectation et signature. Ce pli, également cacheté, est placé dans une troisième enveloppe, dite « enveloppe n° 3 », que l'électeur adresse au bureau de vote dont il dépend. L'enveloppe n° 3 doit parvenir au président du bureau de vote avant la clôture du scrutin.

Article 5 : A l'issue du scrutin, le bureau de vote procède au recensement des votes par correspondance. Les enveloppes n° 3 puis les enveloppes n° 2 sont ouvertes. Au fur et à mesure de l'ouverture des enveloppes n° 2, la liste électorale est émarginée et l'enveloppe n° 1 déposée, sans être ouverte, dans l'urne contenant les suffrages des agents ayant voté directement à l'urne.

Sont mises à part, sans être ouvertes, et sont annexées au procès-verbal les enveloppes n° 3 parvenues après l'heure de clôture du scrutin, les enveloppes n° 2 sur lesquelles ne figurent pas le nom et la signature du votant ou sur lesquelles le nom est illisible, les enveloppes n° 2 multiples parvenues sous la signature d'un même agent, les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple sous une même enveloppe n° 2 et les enveloppes n° 1 portant une mention ou un signe distinctif. Le nom des électeurs dont émanent ces enveloppes n'est pas émarginé sur la liste électorale.

Sont également mises à part sans être ouvertes les enveloppes n° 2 émanant des électeurs ayant déjà pris part au vote à l'urne. Dans un tel cas, le vote par correspondance n'est pas pris en compte. Le bureau de vote établit un procès-verbal des opérations de recensement des votes par correspondance. Sont annexées à ce procès-verbal les enveloppes qui ont été mises à part sans être ouvertes.

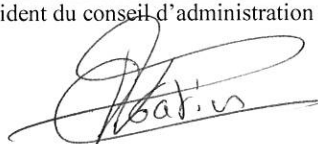
Les enveloppes n° 3 parvenues après l'heure de clôture du scrutin sont renvoyées aux intéressés avec l'indication de la date et de l'heure de réception.

Article 6 : les dispositions de la présente délibération relatives aux modalités de désignation des représentants du personnel s'appliquent à compter des élections intervenant en 2018 pour le renouvellement général des instances de représentation du personnel de la fonction publique.

Article 7 : Le directeur général de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Résultats du vote	Votants :	Abstentions :	Exprimés :	Pour :	Contre :
	18	0	18	18	0

Le Président du conseil d'administration de l'INSEP



Destinataire(s) :

Ministère des sports, direction des sports

☐ , transmis le

Ministères sociaux, direction des ressources humaines

☐ , transmis le

11 JUIL. 2018

Document rendu exécutoire le :

MINISTERE DES SPORTS  
Direction des Sports  
95 avenue de France  
75650 PARIS CEDEX 13

DS.A2